



BULLETIN DE LA SÉCURITÉ AFRICAINE

UNE PUBLICATION DU CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Déployer les bonnes pratiques : stratégies de médiation au niveau communautaire pour soutenir la paix et la sécurité en Afrique

PAR IFEOLUWA OLAWOLE, TOG GANG ET MAURICE AMOLLO

POINTS SAILLANTS

- Une grande partie de la violence sociétale en Afrique est déclenchée par la concurrence pour l'accès à la terre et à l'eau, les conflits frontaliers et la méfiance ethno-religieuse au sein des communautés qui, lorsqu'elle est attisée, peut conduire à un conflit plus large.
- Les interventions des forces de sécurité face aux conflits sociaux ne font que traiter les symptômes de ces tensions et risquent d'aggraver la violence si elles sont perçues comme favorisant un camp plutôt qu'un autre.
- Il a été démontré que la formation à la médiation et à la négociation des conflits au niveau local permet de réduire les incidents de violence et la méfiance, en atténuant les causes profondes de ces conflits sociaux en aidant les communautés à développer des compétences en matière de résolution non violente des conflits.
- Un effort accru visant à doter les communautés de capacités de médiation et à institutionnaliser ces initiatives au niveau national peut redéfinir le paysage des menaces en réduisant le nombre de communautés vulnérables à la mobilisation vers la violence.

Plus d'une douzaine de pays africains sont en proie à des conflits armés actifs faisant des dizaines de milliers de victimes chaque année. Ces conflits ont eu des effets dévastateurs sur leurs sociétés, contribuant au déplacement du nombre record de 46 millions de personnes (environ la moitié du total mondial) et à la situation d'insécurité alimentaire aiguë dans laquelle se trouvent environ 167 millions de personnes sur le continent¹.

Bon nombre de ces conflits africains ont une forte origine sociétale, les différences ethniques, religieuses ou géographiques étant exploitées à des fins politiques.

Parfois, des groupes extrémistes violents exacerbent ces tensions intercommunautaires pour mobiliser des recrues et alimenter le désenchantement et la méfiance. Cependant, des réponses axées avant tout sur la sécurité face aux conflits intercommunautaires risquent non seulement de ne pas s'attaquer aux causes profondes ou aux déclencheurs de cette violence, mais aussi de valider les discours des fauteurs de troubles fondés sur des griefs et d'exacerber le problème en alimentant la perception que les acteurs de la sécurité soutiennent un camp plutôt qu'un autre.



Des demandeurs d'asile originaires de la République démocratique du Congo transportent leurs effets personnels au poste-frontière de Bunagana, en Ouganda. (Photo : AFP/Badru Katumba)

La résolution des conflits s'articule principalement autour de processus de paix nationaux, comme des négociations entre élites ou des accords de paix entre belligérants armés. La consolidation de la paix au niveau communautaire est ainsi systématiquement négligée, créant un déséquilibre qui nuit à l'atténuation et à la prévention des conflits. Or, la plupart des gens sont confrontés à la violence au sein de leurs communautés. C'est en effet au niveau communautaire que les griefs sont exprimés, que les conflits éclatent et que la confiance dans les institutions se construit ou s'érode. Compte tenu de la dimension intercommunautaire de nombreux conflits africains, les processus de paix sont donc insuffisants s'ils ne s'engagent pas également dans la consolidation de la paix au niveau communautaire.

RECADRER LE DÉFI

Toute une série de facteurs complexes — sociaux, politiques, économiques, écologiques — alimentent les conflits et la violence, dont beaucoup sont directement liés à la manière dont les sociétés sont gouvernées aux niveaux local et national². Si les conflits et la violence peuvent avoir des causes nationales ou internationales, les données montrent que la violence est très localisée, la majorité des conflits se produisant au niveau communautaire³. Ces sont souvent le résultat de conflits liés aux ressources, à l'identité, à l'utilisation des terres⁴, et à la performance de la gouvernance. Il est essentiel de noter que la plupart des foyers de tension commencent par des conflits au niveau communautaire, puis s'intensifient lorsqu'il n'existe aucun moyen crédible ou équitable de les résoudre.

Si les opérations de sécurité peuvent en atténuer les symptômes, elles ne modifient souvent pas les conditions qui favorisent la reproduction de la violence, car celle-ci est étroitement liée à plusieurs causes profondes liées à la gouvernance⁵ :

- Capacité, redevabilité et légitimité limitées de l'État,
- Exclusion et marginalisation de groupes sociaux et
- Faible engagement civique et action collective.

Le manque de cohérence des procédures régulières dans les secteurs de la sécurité et de la justice, ainsi que la corruption dans la prestation des services, sont souvent liés à des déficits de légitimité qui augmentent le risque de conflit⁶. Pourtant, de nombreux processus de paix formels au niveau national ne traitent pas les questions de gouvernance, de justice ou de moyens de subsistance, laissant ainsi inchangés les contextes politiques ou sociaux qui alimentent le conflit⁷.

Dr Ifeoluwa Olawole est directrice de recherche – paix et gouvernance au sein de l'organisation non gouvernementale internationale Mercy Corps.

Tog Gang est conseiller principal pour la paix et les conflits au sein de Mercy Corps.

Maurice Amollo est directeur principal – paix et gouvernance au sein de Mercy Corps.

Ces tendances soulignent l'importance de privilégier les initiatives locales de consolidation de la paix dans le cadre de processus de paix globaux⁸. Cela implique de prêter attention aux acteurs marginalisés qui expriment des visions alternatives de la paix, ainsi qu'à la manière dont ils surmontent les obstacles, réagissent à la violence et naviguent au sein de systèmes bien établis qui perpétuent le conflit.

LES DONNÉES MONTRENT L'IMPORTANCE DES APPROCHES AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE

Une analyse d'une décennie de recherche sur le terrain – comprenant des essais contrôlés randomisés et des études quasi-expérimentales – sur la prévention des conflits et la violence dans divers contextes fragiles et touchés par des conflits met en évidence les impacts tangibles de la médiation et de la négociation fondées sur les intérêts (IBMN). L'IBMN donne aux acteurs légitimes au niveau local les moyens de recadrer les différends autour des intérêts sous-jacents plutôt que de positions figées, facilitant ainsi la co-création d'accords viables⁹.

Dans le cadre de cette analyse, la « médiation au niveau communautaire » désigne les mécanismes de résolution des conflits légitimes au niveau local qui utilisent des techniques inclusives et fondées sur les intérêts pour identifier les intérêts, recadrer les conflits à somme nulle et négocier des accords considérés comme équitables.

L'IBMN est généralement dispensée sous la forme de formations en groupe de 2 à 5 jours (d'une durée maximale de 40 heures) réunissant 25 à 35 participants, adaptées au public et aux objectifs du programme. Les sessions sont parfois échelonnées pour permettre des simulations, une large participation et une application concrète des compétences acquises. Les éléments clés combinent une introduction au cadre fondé sur les intérêts, des concepts clés et des jeux de rôle. Des exercices visant à développer une compréhension pratique, des discussions permettant d'adapter le cadre au contexte local et des renvois vers des mécanismes administratifs ou de résolution des conflits, lorsque cela est possible, sont également proposés afin que les accords puissent « s'étendre » au-delà du niveau communautaire.



Des éleveurs et des agriculteurs se retrouvent à un point d'eau au Nigeria. (Photo : Mercy Corps)

L'IBMN a été appliqué dans divers contextes à travers le monde pour améliorer la résolution quotidienne des conflits. En Afrique, cela inclut notamment des formations de leaders en plusieurs modules au Nigeria, un programme de négociation de pactes d'utilisation des terres au Liberia, et des sessions transfrontalières soutenant des pactes sur le pâturage et l'eau en Ouganda et au Kenya, entre autres. La synthèse suivante résume certaines des principales conclusions de ces études.

La formation des leaders communautaires aux techniques de médiation et de négociation réduit la violence et renforce la cohésion sociale

Dans le cadre du programme « Initiatives communautaires en faveur de la paix » (« Community Initiatives to Promote Peace » ou CIPP) au Nigeria, le module de médiation s'appuyait sur un programme de l'IBMN dispensé lors de sessions en groupe de 3 à 5 jours (20 à 35 participants par session), suivies d'un accompagnement léger. Les participants étaient des acteurs légitimes au niveau local : chefs traditionnels et religieux, femmes leaders, représentants de la jeunesse et responsables de quartier. Le programme a été mis en œuvre dans six États du nord (Benue, Kaduna, Kano, Katsina, Kogi et Plateau), couvrant environ 34 zones de gouvernement local (LGA) et des centaines de communautés rurales ou semi-urbaines (comptant de quelques milliers à plusieurs dizaines de milliers d'habitants). Les tensions conflictuelles courantes comprenaient la rivalité entre agriculteurs et éleveurs pour l'accès à la terre et à l'eau, les conflits de frontières et la méfiance ethnoreligieuse.

Le programme CIPP a montré que les communautés dont les dirigeants avaient suivi une formation à la médiation ont connu une baisse de la violence, ainsi qu'une amélioration du sentiment de sécurité, de la cohésion sociale et de la confiance. Concrètement, cela s'est traduit par une diminution du nombre de résidents signalant des incidents violents récents, une plus grande volonté de se déplacer librement sans crainte et des interactions sociales et économiques plus régulières entre les différents groupes. Les communautés ont également fait état d'une plus grande satisfaction quant à la manière dont les conflits locaux étaient gérés, la confiance s'améliorant souvent de manière plus progressive.

Dans l'ensemble des domaines d'intervention, le programme a permis de résoudre plus de 1 900 conflits communautaires au cours de ses cinq années d'existence, d'améliorer les connaissances en matière de médiation (passant de 50 à 72 %) et de réduire la proportion de membres de la communauté déclarant « ne pas faire confiance du tout » au groupe avec lequel ils étaient en conflit (passant de 88 à 36 %), ce qui illustre l'efficacité du mécanisme (compétences, légitimité, mentorat). La formation et le mentorat de 340 leaders sur une année coûtent généralement environ 60 000 dollars, ce qui souligne la rentabilité du modèle¹⁰.

Une évaluation contrôlée randomisée menée dans cette région du centre-nord du Nigeria trois ans plus tard a révélé que seuls 19 % des personnes interrogées dans les communautés ayant bénéficié de l'intervention ont signalé un incident violent. Ce chiffre est à comparer aux 41 % enregistrés dans des communautés similaires n'ayant pas bénéficié de la formation¹¹.

Une étude de suivi est en cours afin d'examiner les retombées économiques, telles que :

- Une activité commerciale plus soutenue suite à la réduction de la violence,
- Un commerce intergroupes plus intense,
- Une amélioration du bien-être des ménages (dépenses, revenus et consommation alimentaire) et
- Un meilleur accès aux marchés, aux terres et aux pâturages.

Des évaluations sont également menées sur la résilience des voies de durabilité — les mécanismes qui permettent de pérenniser les effets après la fin des projets, tels que l'intégration des fonctions de médiation dans les institutions et les budgets locaux et nationaux.

Au Liberia, une formation à la médiation s'est inspirée du programme CIPP IBMN, avec environ 35 résidents par atelier répartis sur 8 sessions d'une journée chacune, organisées sur deux mois dans 86 communautés. Le programme a mis l'accent sur les compétences fondées sur les intérêts à travers des conférences, des discussions de groupe et des jeux de rôle. Trois ans plus tard, les communautés ciblées ont connu moins de conflits résolus par la violence, moins de menaces et de destructions de biens à court terme, et une gestion plus pacifique des conflits.

Un essai contrôlé randomisé a montré que le fait de doter les dirigeants locaux et les membres de la communauté de compétences en matière de médiation et de résolution des conflits a permis de réduire les conflits fonciers locaux et de renforcer les institutions informelles chargées de gérer les conflits quotidiens, avec des effets persistants pendant au moins trois ans¹².

En Syrie, les dirigeants communautaires ont joué un rôle important dans la désescalade des conflits locaux. À Deraa et à Sweida, des religieux locaux, des anciens des tribus et des responsables municipaux ont désamorcé des points chauds grâce à une médiation itinérante, en négociant de courts cessez-le-feu, des échanges de détenus et des garanties d'accès aux services et de passage en toute sécurité¹³. Ces accords rapides, axés sur les intérêts (souvent supervisés par des comités communautaires), sont fragiles mais ont à plusieurs reprises contribué à contenir les représailles lorsque les processus nationaux sont au point mort.

Le long du corridor Kotido-Kaabong-Turkana Ouest, dans le nord de l'Ouganda et au Kenya, un programme transfrontalier a formé 543 dirigeants et autorités locales. Il portait sur l'analyse et la cartographie des conflits, la médiation et la négociation axées sur les intérêts, la culture juridique relative au régime foncier coutumier et légal, ainsi que l'alerte précoce et la réponse communautaires. Les formations ciblaient les conflits entre agriculteurs et éleveurs concernant les voies de transhumance et l'utilisation des ressources naturelles, y compris les tensions aux points d'eau et dans les couloirs de



Programme d'initiatives communautaires pour la promotion de la paix (CIPP) à Kano, au Nigeria. (Photo : Mercy Corps)

migration, ainsi que les ambiguïtés en matière de propriété foncière entre les systèmes coutumiers et statutaires. L'inclusion des questions de genre et l'engagement des jeunes ont été intégrés dans la conception du programme. Des dialogues structurés avec les acteurs gouvernementaux ont permis de faire progresser des mesures politiques et des pratiques d'adaptation au changement climatique susceptibles de réduire la pression sur les ressources.

C'est au niveau communautaire que les griefs sont exprimés, que les conflits éclatent et que la confiance dans les institutions se construit ou s'érode.

Ces initiatives ont donné lieu à l'adoption de divers accords de partage des ressources naturelles, officialisant ainsi un accès pacifique et organisé à l'eau et aux pâturages, et clarifiant les itinéraires et les modalités de la migration transfrontalière, afin de soutenir les moyens de subsistance des éleveurs et de réduire les conflits. Des protocoles d'alerte précoce et d'intervention ont été mis en place entre les communautés, les autorités et les forces de sécurité des deux côtés de la frontière, afin de favoriser le respect des accords et de dissuader les perturbateurs. Le programme a également octroyé de petites subventions aux femmes pour qu'elles collaborent à des projets liés aux effets positifs de la paix, afin de renforcer la résilience climatique, d'améliorer et d'adapter les moyens de subsistance, et de renforcer la coopération transfrontalière. Le coût annuel de cette intervention de médiation et de négociation s'élevait à 50 000 dollars.

La formation des autorités locales et des membres de la communauté constitue un maillon essentiel de l'atténuation des conflits intercommunautaires, étant donné que les

communautés se tournent souvent en premier lieu vers les dirigeants locaux et les autorités traditionnelles pour arbitrer et résoudre les différends¹⁴. Dans les zones reculées où les institutions gouvernementales sont absentes, ces personnalités jouissent généralement d'une plus grande confiance en raison de leur connaissance approfondie des populations locales et des liens qu'elles entretiennent avec elles.

Les évaluations du programme soulignent également le rôle crucial des femmes médiatrices dans le maintien des normes de non-violence au sein des ménages et des communautés. Ces femmes dissuadent les jeunes de se mobiliser pour la violence. Des femmes issues d'associations de marché, de groupes de mères et de comités de paix ont été formées dans le cadre de l'IBMN, qui s'inscrit dans un ensemble de mesures à plusieurs niveaux (médiation, accords de gouvernance des ressources, réseaux d'alerte précoce et petites subventions au titre des dividendes de la paix). Tirant parti de leur position d'« initiées » au sein des structures sociales et familiales, elles ont réuni des chefs de « kraal », d'anciens voleurs de bétail, des responsables gouvernementaux et des acteurs de la sécurité pour des dialogues transfrontaliers qui ont abouti à quatre accords de partage des ressources naturelles. Les femmes ont amplifié les résultats de ces dialogues grâce à des réseaux communautaires (en utilisant des moyens innovants tels que des chants et des danses) et à un suivi quotidien. Cela a contribué à faire évoluer les normes, passant de la vengeance à des règlements réparateurs, à une meilleure acceptation de l'accès partagé et à une tolérance réduite envers la mobilisation des jeunes pour des raids.

L'intégration de formations à la gestion des conflits à d'autres interventions réduit les niveaux de violence

Au Niger, pays confronté à une insurrection islamiste militante qui ne cesse de s'étendre, un programme destiné aux jeunes a intégré une formation à la médiation et à la négociation fondée sur les intérêts à son programme de base comprenant une formation professionnelle, un soutien à l'entrepreneuriat, une éducation civique et le développement des compétences, dans des villages sélectionnés au hasard à Maradi et Tillabéri¹⁵. Quatre jeunes leaders par village (deux femmes et deux hommes, âgés de 16 à 34 ans) ont participé à un séminaire IBMN de trois jours dans des centres régionaux, axé sur des compétences fonctionnelles telles que les intérêts, les options, la légitimité, les engagements et la communication. Ces compétences ont

ensuite été transmises à leurs pairs par le biais de jeux de rôle simulant des conflits locaux marquants, tels que les dégâts causés aux cultures par les troupeaux, les désaccords sur les terres et les limites, et l'exclusion des jeunes des décisions communautaires.

Une évaluation randomisée de cette intervention à plusieurs niveaux a montré que l'ensemble des mesures combinées donnait de meilleurs résultats que le programme économique et civique seul. L'acceptation de la violence a diminué de 8 % sur des points tels que les représailles et la défense de la religion. Les jeunes des sites non couverts par l'IBMN étaient disposés à approuver la violence politico-religieuse, contrairement à ceux exposés à l'IBMN. Les tests de vignettes ont montré que 11 % des personnes interrogées dans les villages n'ayant pas bénéficié du programme IBMN étaient favorables à des réactions violentes face aux conflits quotidiens, contre un pourcentage quasi nul dans les villages où la médiation avait été mise en place.

Les villages bénéficiant de l'ensemble des interventions ont connu une augmentation plus faible des incidents violents au fil du temps, en particulier ceux liés aux djihadistes, ce qui indique que la formation IBMN amplifie les effets sur les comportements et les normes liés à la mobilisation et à la violence. La sélection des villages ayant été aléatoire, les effets anti-violence supplémentaires sont directement attribuables à l'IBMN. Le programme économique et civique de base a également généré des gains économiques positifs qui se sont maintenus – voire améliorés – lorsqu'il était associé à l'IBMN. Les effets ont été les plus marqués dans les zones les plus pauvres, soulignant que l'association des moyens de subsistance et des compétences en gestion des conflits offre une meilleure protection contre la mobilisation en faveur du conflit que l'un ou l'autre de ces éléments pris isolément.

En impliquant les jeunes, un groupe démographique clé souvent exclu des espaces de médiation formels, cette approche ascendante cible une dynamique essentielle de prévention des conflits et renforce la compréhension de la manière dont les jeunes peuvent promouvoir la paix. La formation des jeunes à l'IBMN et le fait de leur faire transmettre leurs compétences à leurs pairs ont entraîné des changements plus marqués dans les comportements et les normes. Ce mécanisme va au-delà des compétences pour toucher aux perceptions d'appartenance, d'efficacité et aux issues crédibles. Les jeunes formés désamorcent les

conflits quotidiens, réorientent les rumeurs et facilitent le dialogue avec les aînés et les responsables. Ces avancées réduisent l'attrait de la mobilisation vers la violence tout en conférant aux jeunes des rôles légitimes dans la résolution des problèmes communautaires.

L'engagement ciblé auprès des jeunes à haut risque renforce la résilience communautaire face à la violence extrémiste

Des données provenant du Kenya montrent que le fait de travailler directement avec les jeunes à risque grâce à un ensemble de mesures à plusieurs niveaux comprenant une formation professionnelle et une petite aide financière, des opportunités d'engagement civique, du mentorat et un accompagnement psychosocial, ainsi qu'un dialogue facilité avec leurs pairs et les dirigeants communautaires, réduit la vulnérabilité à la radicalisation et au recrutement par des groupes extrémistes violents. Dans le cadre du programme CREATE, les jeunes ont conçu ensemble les activités, se sont réunis régulièrement dans des espaces de dialogue sécurisés pour exprimer leurs griefs et s'exercer à la résolution non violente des problèmes, et ont été jumelés à des mentors locaux qui les ont aidés à transformer leurs compétences en emplois, en services communautaires et en rôles sociaux positifs¹⁶. Ces thèmes visaient à contrer les principales pressions de recrutement des militants qui sont fondées sur l'identité et les griefs (statut, appartenance, vengeance) et amplifiées par l'insécurité locale et les messages en ligne.

Les séances de dialogue facilité entre les participants et avec les dirigeants communautaires ont favorisé un sentiment accru d'appartenance, permis de répondre aux griefs, de rétablir la confiance et par conséquent de réduire le soutien à la violence tout en renforçant la résilience communautaire. Les évaluations ont révélé des réductions statistiquement significatives des indices composites de vulnérabilité chez les participants – souvent traduites par des baisses à deux chiffres sur des indicateurs tels que les attitudes favorables à la violence et la volonté déclarée de rejoindre des groupes violents. Cela s'est accompagné d'une amélioration de la confiance dans les institutions communautaires et d'une plus grande stabilité économique. Ces résultats concordent avec d'autres recherches sur l'atténuation des conflits qui montrent que les capacités de résolution de problèmes fondées sur les relations et les intérêts sont importantes tant pour la réduction des risques que pour le rétablissement¹⁷.

L'engagement communautaire seul peut s'avérer insuffisant pour réduire la vulnérabilité au recrutement par l'extrémiste violent

Dans le cadre du programme PEACE au Niger, les villages touchés par le conflit et confrontés à des tensions intercommunautaires exploitées par des groupes extrémistes violents ont bénéficié d'un ensemble de mesures de mobilisation communautaire et de planification participative. Le programme a donné lieu à des projets communautaires communs, notamment des initiatives de médiation et de dialogue, la réhabilitation des infrastructures, la gestion des ressources naturelles, le soutien aux moyens de subsistance et des événements culturels. Ces activités visaient à renforcer la cohésion sociale au-delà des clivages ethniques, entre citoyens et gouvernement, et autres lignes de division, afin de compliquer la tâche des groupes extrémistes violents qui cherchent à exploiter les différences identitaires et les sentiments de marginalisation.



Des femmes de la communauté banyamulenge, dans l'est de la RDC, assistent aux funérailles d'un éleveur tué par une milice armée. (Photo : AFP/Alexis Huguet)

L'évaluation du programme a mis en évidence des progrès en matière de renforcement de la cohésion sociale. Les villages où les activités du programme PEACE étaient plus nombreuses et où la participation des ménages était plus élevée ont fait état d'une plus grande confiance au sein de leurs communautés ainsi que d'une amélioration de la perception des dirigeants et des mécanismes de résolution des conflits¹⁸. Cependant, les effets sur la vulnérabilité à l'extrémisme violent ont été mitigés. Si le programme dans son ensemble n'a pas, en moyenne, réduit le soutien aux groupes extrémistes, les activités de médiation et de dialogue incluses dans l'ensemble des mesures ont été associées à une diminution du soutien à la violence et aux groupes

extrémistes. Cela implique que le renforcement de la cohésion sociale à lui seul peut s'avérer insuffisant dans les contextes à haut risque, à moins d'être associé à des interventions plus ciblées, notamment la médiation et le dialogue, qui s'attaquent aux facteurs spécifiques de la violence.

La médiation communautaire renforce les compétences des responsables locaux de la sécurité et de la justice

Le renforcement des compétences en médiation chez les responsables de la sécurité et les magistrats — un maillon essentiel pour instaurer la confiance entre les communautés et le gouvernement — s'est également révélé un outil efficace pour atténuer les conflits. Le programme « Promouvoir la paix dans les communautés à l'approche des élections » (« Promoting Peaceful Communities around Elections » ou PPCE) dans le centre-nord du Nigeria en est une illustration. Dans les conseils ciblés (représentant une population estimée à environ 545 000 habitants) des États du Plateau et de Nasarawa, les groupes de formation comprenaient 20 agents de sécurité, 12 magistrats et 80 leaders communautaires (chefs traditionnels et religieux, femmes et jeunes).

Ces compétences s'acquièrent et ne sont pas innées, ce qui signifie qu'elles peuvent être enseignées et institutionnalisées.

Ce programme destiné aux agents de sécurité et aux magistrats mettait l'accent sur la résolution collaborative et fondée sur les intérêts des problèmes afin de traiter les griefs intercommunautaires nourris par la méfiance mutuelle. Le programme visait également à établir des relations entre les citoyens et les agents de sécurité et à restaurer la confiance dans le système judiciaire local. Les formations s'accompagnaient d'un mentorat et d'exercices pratiques pour aider à renforcer la confiance dans la résolution non violente des problèmes, réduire les perceptions erronées et créer des issues crédibles en cas d'escalade des conflits.

Les personnes interrogées au sein des communautés ciblées ont signalé une réduction de 31 % des incidents violents dans les six mois suivant l'intervention du programme, tandis que les zones hors du programme ont connu une augmentation de 8 % au cours de la même période.

La gouvernance des ressources communautaires peut renforcer la confiance dans les décisions relatives à la gestion des terres

Au Mali et au Niger, dans le cadre du programme Justice et Stabilité au Sahel (JASS), des comités de gestion des ressources communautaires ont réuni agriculteurs, éleveurs, femmes et jeunes afin d'établir et de faire respecter des règles communes en matière de pâturage et d'utilisation de l'eau, avec un suivi local et des sanctions convenues. Au-delà de ces comités, le programme JASS a renforcé la gouvernance foncière locale et les mécanismes de résolution des conflits, a soutenu les accords de partage des ressources négociés localement et les forums de dialogue, et a intégré la formation et la facilitation de l'IBMN pour aider à résoudre les conflits fonciers et liés aux ressources naturelles. Il a ciblé les zones sensibles où la rivalité entre agriculteurs et éleveurs, l'ambiguïté des terres et des limites, ainsi que le stress climatique déclenchent régulièrement des conflits et des représailles.

À la suite de cette intervention, les registres du programme JASS montrent que les commissions foncières inclusives et dirigées par la communauté ont résolu 80 à 85 % des litiges qui leur ont été soumis au cours de la première année de mise en œuvre. Cela représente une amélioration par rapport aux résultats de référence de 59 %, les litiges dégénérant souvent en procédures judiciaires ou en violences, et la gouvernance des terres et des ressources étant perçue comme peu équitable. Les commissions ont également officialisé plus de 200 accords locaux sur les couloirs de pâturage et les points d'eau et, une fois reconnues par les autorités locales, ont constaté une diminution des récidives de conflits.

Les personnes interrogées ayant été exposées à un modèle de gouvernance des ressources naturelles inclusif et mené par la communauté étaient environ 23 points de pourcentage plus susceptibles de croire que cela réduirait les conflits et 18 points de pourcentage plus susceptibles de croire que le système renforcerait la résilience face aux chocs climatiques que les personnes n'ayant pas eu accès à un processus IBMN¹⁹.

Au Népal, de même, l'Initiative pour la gestion inclusive des ressources (IRMI) a renforcé les systèmes locaux de résolution des conflits et favorisé une gouvernance inclusive en formant les parties prenantes à la médiation et au dialogue²⁰. Le programme a contribué à résoudre 61 litiges liés aux

ressources naturelles et a favorisé une collaboration plus étroite entre les communautés et les autorités, améliorant ainsi la responsabilité, la transparence et la participation à la gestion des ressources.

Ces résultats montrent que les dispositifs de gouvernance communautaire peuvent constituer un moyen essentiel d'atténuer les conflits en façonnant les attentes, en améliorant l'efficacité collective et en créant des incitations à un comportement coopératif et à la résolution non violente des conflits.

POURQUOI LA MÉDIATION AU NIVEAU COMMUNAUTAIRE FONCTIONNE

La médiation communautaire fonctionne car elle modifie la perception des facteurs de conflit au niveau même où ils naissent. En créant des espaces équitables et accessibles pour résoudre les griefs liés aux ressources et aux services, les mécanismes de médiation communautaire rétablissent la confiance dans les autorités et renforcent l'action collective civique. Dans les contextes fragiles où les institutions formelles sont absentes ou suscitent la méfiance, les instances coutumières et communautaires conservent souvent leur autorité sociale. Leur fournir des compétences en médiation et en négociation fondées sur les intérêts crée des voies légitimes et peu coûteuses pour la résolution des conflits et la redevabilité.

Les effets de l'IBMN découlent des compétences et des normes acquises. Elles permettent aux acteurs communautaires légitimes d'identifier les intérêts, de recadrer les conflits à somme nulle et d'élaborer des accords mutuellement acceptables afin de réduire le risque d'escalade et de renforcer la cohésion sociale. Ces compétences s'acquièrent et ne sont pas innées, ce qui signifie qu'elles peuvent être enseignées et institutionnalisées notamment au sein des conseils de village, des comités de jeunesse, des réseaux religieux.

Tout aussi important, la médiation s'attaque aux causes profondes en transformant les relations et en renforçant les sociétés, les institutions, les politiques et les liens sociaux. De nombreux conflits locaux trouvent leur origine dans des griefs liés à l'accès à la terre et à l'eau, à la redevabilité dans la prestation de services et la justice, ainsi qu'à la gestion des biens publics. Lorsque ces questions ne sont pas traitées, les déploiements de forces de sécurité peuvent réprimer temporairement la violence tandis que le ressentiment

s'ennracine. En revanche, la médiation fondée sur les intérêts offre une voie pratique pour répondre aux griefs, rétablir la confiance et réparer les relations brisées entre les communautés et les autorités. Il en résulte non seulement une diminution des incidents violents, mais aussi une plus grande résilience face aux chocs politiques, économiques et climatiques.

L'IBMN est un modèle de consolidation de la paix particulièrement utile dans les contextes où le gouvernement manque de capacités. Les approches conventionnelles s'appuient souvent sur des institutions formelles de résolution des conflits. Cependant, dans les contextes fragiles et touchés par des conflits, en particulier là où une gouvernance faible et des conflits persistants ont affaibli l'État, ces stratégies sont moins efficaces²¹.

La médiation ne remplace toutefois pas la protection ou l'application de la loi. Elle en est le complément nécessaire. Les forces de sécurité, les dirigeants communautaires et les médiateurs peuvent être formés pour coordonner leurs actions selon des protocoles clairs qui garantissent la neutralité et protègent les communautés. Lorsque des accords émergent de la médiation, ils doivent être reconnus et soutenus par les autorités, ce qui renforce le respect des accords et dissuade les saboteurs sans militariser le processus.

L'IBMN est un modèle de consolidation de la paix particulièrement utile dans les contextes où le gouvernement manque de capacités.

L'IBMN est également pertinent pour les conflits transfrontaliers. Par exemple, des femmes résidant le long des frontières entre le nord de l'Ouganda et l'ouest du Kenya ont participé à la résolution de 26 litiges liés aux ressources naturelles le long de ce corridor international dans le cadre du programme « Les leaders de la lutte contre le changement climatique s'engagent pour la paix » (« Climate Change Leaders Advancing for Peace » ou CCLAP).

La médiation est également relativement peu coûteuse par rapport aux opérations de sécurité à grande échelle. De plus, l'IBMN peut être déployée à plus grande échelle grâce à des formations en cascade, au mentorat et à l'intégration dans les processus de gouvernance locale. La médiation offre ainsi un ensemble d'outils permettant d'élargir la couverture et de pérenniser l'impact.

À QUOI RESSEMBLE LA MISE À L'ÉCHELLE DANS LA PRATIQUE

Une stratégie de mise à l'échelle crédible relie les capacités de médiation locales aux institutions qui définissent les incitations et les ressources. Concrètement, cela implique la mise en place d'une architecture à plusieurs niveaux dans laquelle les instances de médiation communautaires sont reliées aux autorités de district ou provinciales, et où les données sur les litiges, les résolutions et les tendances sont régulièrement partagées. Cela signifie intégrer la médiation dans les processus des services sur lesquels les communautés s'appuient – gouvernance des terres et des ressources naturelles, mécanismes judiciaires locaux et prestation de services de base – afin que la résolution des problèmes devienne une pratique courante plutôt qu'une réponse ponctuelle.

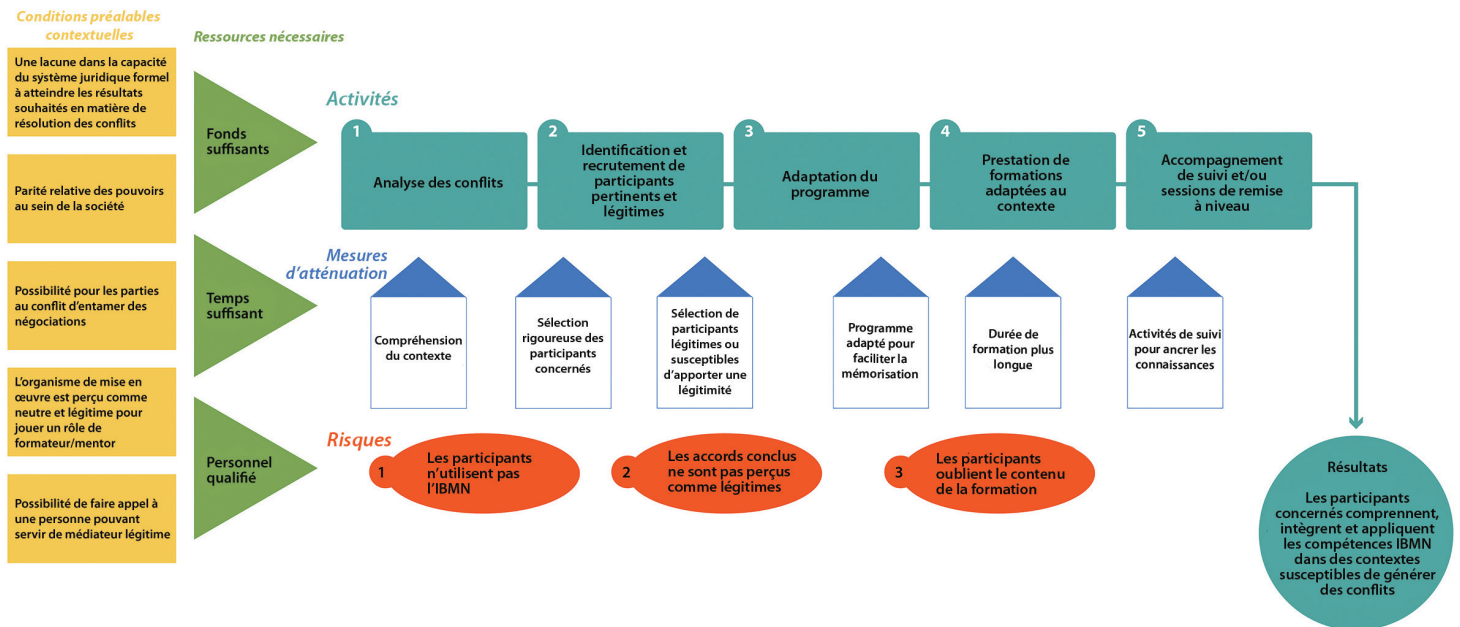
Dans le cadre du CIPP au Nigeria, par exemple, les ministères d'État de quatre États du nord se sont engagés à intégrer des médiateurs CIPP et à développer des mécanismes alternatifs de résolution des conflits. Le ministère fédéral des Affaires féminines prévoit en outre de formaliser les liens entre les réseaux de médiatrices au niveau des États et le réseau national.

Une mise à l'échelle efficace implique également d'intégrer le cadre IBMN à des interventions qui traitent des enjeux matériels du conflit, tels que :

- Le soutien aux moyens de subsistance là où la concurrence pour les ressources est intense,
- Le développement civique et le leadership des jeunes là où les risques de recrutement sont élevés et
- Des processus de planification gouvernementale permettant de traduire les solutions négociées en changements visibles.

Les données montrent que les minorités et les groupes les plus défavorisés bénéficient moins de la médiation lorsque celle-ci est assurée uniquement par des autorités informelles²². Cela peut être contrebalancé par une sélection intentionnelle des participants (femmes, jeunes, leaders des minorités), des modèles de co-animation, un suivi transparent des dossiers et un contrôle communautaire des résultats.

CHAÎNE CAUSALE DE LA MÉDIATION ET DE LA NÉGOCIATION FONDÉES SUR LES INTÉRÊTS



L'intégration des cadres IBMN dans les processus officiels d'atténuation des conflits implique également la mise en place de systèmes de collecte de données à grande échelle : volume des litiges, taux de résolution, délai de résolution, conformité et indices de cohésion ou de confiance. Cela permet d'évaluer de manière plus éclairée quels outils fonctionnent dans différents contextes. L'intégration de ces efforts de collecte de données dans les flux de travail des services et les rapports de district permet un apprentissage qui peut conduire à une adaptation continue.

Pour étendre les processus IBMN, il faudra institutionnaliser un financement pilote s'inscrivant dans une perspective pluriannuelle et permettant de conjuguer les ressources consacrées à la paix et à la sécurité, à la gouvernance et au développement. Cela implique de financer les mécanismes d'accompagnement (tels que le mentorat, l'encadrement, les systèmes de données et l'analyse), plutôt que de se limiter à des actions de formation ponctuelles. À l'heure actuelle, le financement est souvent fragmenté et à court terme²³.

DÉVELOPPER LA MÉDIATION COMMUNAUTAIRE DES CONFLITS

Les recherches menées au niveau communautaire montrent que les approches de consolidation de la paix à cette échelle permettent de réduire durablement les conflits et la violence. Si les initiatives de rétablissement de la paix ancrées dans

les communautés peuvent s'avérer plus fragmentées, plus locales et moins visibles que la médiation au niveau national, elles peuvent néanmoins avoir un impact significatif sur la reconfiguration du paysage des menaces en Afrique. Une priorité politique absolue consiste à étendre à plus grande échelle ces expériences d'atténuation des conflits dans les pays confrontés à des conflits ou cherchant à les prévenir. Des efforts plus systématiques pour mettre en œuvre une médiation communautaire des conflits peuvent, à leur tour, compléter et réduire la portée des opérations de sécurité militaires.

Les résultats montrent également que la médiation est une capacité acquise qui s'attaque aux griefs profonds — liés à la terre, aux ressources, aux services et à la justice — là où les stratégies sécuritaires seules ne peuvent pas le faire. Pour maximiser ces avantages, les approches de médiation au niveau communautaire doivent passer de la marge au centre des efforts de stabilisation et de résolution des conflits.

Faire de la médiation au niveau communautaire un élément central des stratégies de consolidation de la paix.

Les décideurs politiques devraient faire de la prévention et de l'atténuation des conflits un objectif explicite. Cela implique d'investir plus tôt dans la prévention des conflits afin d'éviter des interventions sécuritaires plus coûteuses par la suite²⁴. Un plan stratégique de prévention des conflits devrait inclure des approches de consolidation de la paix

au niveau communautaire. Les décideurs politiques et les praticiens peuvent y parvenir grâce à des ressources dédiées, une sélection de médiateurs légitimes et représentatifs, des programmes IBMN adaptés au contexte local, des filières de formation et de recyclage, ainsi que des cadres de suivi.

Centrer les efforts de consolidation de la paix sur l'autonomisation des dirigeants locaux. Les dirigeants locaux (chefs traditionnels et religieux, femmes leaders, représentants de la jeunesse) constituent un maillon essentiel du réseau de consolidation de la paix, compte tenu de leur proximité avec les lieux où les conflits sont susceptibles de s'intensifier et de la confiance dont ils jouissent auprès des communautés. Lorsque des acteurs bénéficiant de la confiance locale sont dotés de compétences en médiation fondée sur les intérêts et bénéficient d'un soutien, les communautés constatent une diminution des incidents violents, une meilleure gestion des différends et des niveaux plus élevés de cohésion et de confiance.

La médiation est une capacité acquise qui s'attaque aux griefs fondamentaux – concernant la terre, les ressources, les services et la justice.

Garantir la représentation dans les processus de médiation des conflits. Tout en s'appuyant sur les structures de leadership locales, les programmes et les interventions doivent tenir compte des asymétries de pouvoir locales. Cela nécessite d'intégrer des garde-fous d'inclusion dans la conception et de suivre qui bénéficie des accords de médiation des conflits afin de s'assurer que ces processus incluent les groupes marginalisés.

Les programmes économiques et civiques doivent être associés à des approches de médiation. Le fait de coupler des modules de médiation fondée sur les intérêts à des projets liés aux moyens de subsistance des jeunes et à des projets civiques entraîne des changements plus importants dans la réduction des attitudes violentes. Ces effets ont été les plus marqués dans les contextes économiquement défavorisés. Lorsque le risque de mobilisation violente est élevé et que les risques de recrutement sont aigus, la priorité doit être donnée à l'association de la médiation et de la négociation fondées sur les intérêts à des investissements dans les moyens de subsistance afin de consolider le changement de comportement et de réduire les rechutes. Les programmes

devraient s'appuyer sur des diagnostics locaux (notamment l'exposition au recrutement, les difficultés économiques, les griefs) pour déterminer où cette combinaison est la plus susceptible d'apporter une valeur ajoutée.

Relier les mécanismes locaux aux systèmes gouvernementaux pour accroître la durabilité. Les institutions et les praticiens locaux devraient formaliser les voies de renvoi entre les instances de médiation communautaires et les autorités gouvernementales et judiciaires afin que les accords issus de la médiation soient reconnus dans les règlements locaux. Cela leur confère davantage de crédibilité et de durabilité.

Concilier les programmes de paix, de sécurité et de développement. La médiation des conflits devrait être intégrée aux programmes de gouvernance, de résilience et d'atténuation des effets du changement climatique dans les zones exposées aux conflits, afin de tirer parti des synergies entre ces initiatives. La coordination et la formation avec les acteurs de la sécurité sont également essentielles pour que les activités de sécurité renforcent et protègent les mécanismes de médiation et de résolution des différends²⁵. Dans les zones transfrontalières, il convient d'investir dans l'harmonisation des règles de gestion des ressources et dans la coordination lorsque les différends s'étendent sur plusieurs juridictions.

Donner la priorité à l'apprentissage et à la mise à l'échelle. Le passage de cycles de projet courts à des projets pluriannuels et adaptatifs renforcerait l'impact des approches de consolidation de la paix au niveau communautaire. Cela implique de donner la priorité aux données issues des programmes pour adapter la mise en œuvre des projets et étendre ce qui fonctionne, tout en tenant compte des contextes et des dynamiques locaux propres à chaque situation. L'intégration systématique de ces données dans les dialogues stratégiques peut faire évoluer les discours et mettre en avant ce qui fonctionne.

NOTES

- ¹ Centre d'études stratégiques de l'Afrique, « En Afrique, les conflits non résolus sont à l'origine d'une insécurité alimentaire aiguë », *Infographie*, 16 décembre 2025.
- ² Kristin Ljungkvist et Anna K. Jarstad, « Revisiting the Local Turn in Peacebuilding – Through the Emerging Urban Approach », *Third World Quarterly* 42, n° 10 (2021), 2209-2226.
- ³ Ljungkvist et Jarstad, « Revisiting the Local Turn in Peacebuilding » ; Bastian Herre, Lucas Rodés-Guirao et Max Roser, « War and Peace », *Our World in Data*, 2024.
- ⁴ Adam Lichtenheld et Emmanuel Ogbudu, « 'Fear of the Unknown': Religion, Identity, and Conflict in Northern Nigeria », *Mercy Corps*, juillet 2021.
- ⁵ Elise Egan, Natalie Hill, Carrie O'Neil, Ryan Sheely et Nanako Tamaru, « Good Governance: Preventing Conflict & Building Peace », *Mercy Corps*, septembre 2019.
- ⁶ Egan et al., « Good Governance » ; Derick W. Brinkerhoff, Anna Wetterberg et Stephen Dunn, « Service Delivery and Legitimacy in Fragile and Conflict-Affected States: Evidence from Water Services in Iraq », *Public Management Review* 14, n° 2 (2012), 273-293.
- ⁷ Peter Engelke, Anca Agachi et Imran Bayoumi, « The Future of Multilateral Peacebuilding and Conflict Prevention », *Rapport*, Atlantic Council, novembre 2023 ; Jasmine-Kim Westendorf, *Why Peace Processes Fail: Negotiating Insecurity After Civil War* (Boulder : Lynne Rienner, 2015).
- ⁸ Roger Mac Ginty et Oliver P. Richmond, « The Local Turn in Peace Building: a Critical Agenda for Peace », *Third World Quarterly* 34, n° 5 (2013), p. 763-783.
- ⁹ Roger Fisher et William Ury, *Getting to Yes: Negotiating Agreement Without Giving In* (New York : Houghton Mifflin, 1981).
- ¹⁰ Rebecca Jayne Wolfe, « Training Local Leaders in Mediation Can Reduce Violence: Positive Results in Nigeria », *The Conversation*, 8 juin 2022.
- ¹¹ Catlan Reardon, Rebecca Wolfe et Emmanuel Ogbudu, « Unbundling Peacebuilding: How Mediation and Community Dialogues Help Prevent and Manage Violent Conflict in North Central Nigeria », *Mercy Corps*, septembre 2024.
- ¹² Christopher Blattman, Alexandra C. Hartman et Robert A. Blair, « How to Promote Order and Property Rights under Weak Rule of Law? An Experiment in Changing Dispute Resolution Behavior through Community Education », *American Political Science Review* 108, n° 1 (2014), p. 100-120 ; Alexandra C. Hartman, Robert A. Blair et Christopher Blattman, « Engineering Informal Institutions: Long-Run Impacts of Alternative Dispute Resolution on Violence and Property Rights in Liberia », *The Journal of Politics* 83, n° 1 (2021), 381-389.
- ¹³ Arthur Boutellis, Delphine Mechoulan et Marie-Joëlle Zahar, « Parallel Tracks or Connected Pieces? UN Peace Operations, Local Mediation, and Peace Processes », *International Peace Institute*, décembre 2020.
- ¹⁴ Shadreck Muchaku et Grey Magaiza, « The Struggle within Dual Systems of Government: Dealing with Conflict Between Traditional Leaders and Ward Councilors in the Greater Giyani Municipality in South Africa », *Frontiers in Political Science* 6 (2024).
- ¹⁵ Ifeoluwa Olawole, Matthew Ribar, Ryan Sheely, Adam Lichtenheld, Kathryn Lance et Sampana Karfo, « Equipped for Peace: Conflict Resolution Training and Youth Violence Prevention in Niger », *Mercy Corps*, mars 2026.
- ¹⁶ Ifeoluwa Olawole, Michael Orwa, Lisa Inks, Adam Lichtenheld et Ryan Sheely, « From High-Risk to Resilient: Reducing Vulnerability to Violent Extremism in Kenya », *Mercy Corps*, mars 2022.
- ¹⁷ Nick Axford, John Tredinnick-Rowe, Sarah Rybczynska-Bunt, Lorna Burns, Finlay Green et Tom Thompson, « Engaging Youth at Risk of Violence in Services: Messages from Research », *Children and Youth Services Review* 144 (2023) ; Banque mondiale, « Strengthening Youth Resilience to Radicalization: Evidence from Tajikistan », avril 2020.
- ¹⁸ Adam Lichtenheld, Ryan Sheely et Lisa Inks, « Mobilizing Communities to Build Social Cohesion and Reduce Vulnerability to Violent Extremism: Evidence from a Peacebuilding Program in Niger », *Mercy Corps*, juin 2022.
- ¹⁹ Alma Bezares Calderón et Ifeoluwa Olawole, « Pathways to Stability: Understanding the Relationship Between Inclusive Natural Resource Governance, Vertical Social Cohesion, and Climate Resilience », *Mercy Corps*, novembre 2025.
- ²⁰ Elise Egan, Natalie Hill, Carrie O'Neil, Ryan Sheely et Nanako Tamaru, « Good Governance: Preventing Conflict & Building Peace », *Mercy Corps*, septembre 2019.
- ²¹ Séverine Autesserre, *The Trouble with the Congo: Local Violence and the Failure of International Peacebuilding* (Cambridge : Cambridge University Press, 2010).
- ²² Blattman, Hartman et Blair, « How to Promote Order and Property Rights ».
- ²³ Egan et al., « Good Governance ».
- ²⁴ Engelke, Agachi et Bayoumi, « The Future of Multilateral Peacebuilding and Conflict Prevention ».
- ²⁵ Ibid.



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Amanda J. Dory, Directrice
National Defense University
Fort Lesley J. McNair
Washington, DC 20319-5066
+1 202-685-7300
www.africacenter.org

Bulletins de la sécurité africaine
Joseph Siegle, Ph.D.
Directeur de la recherche
sieglej@ndu.edu
+1 202-685-6808
ISSN 2164-4047

Le Centre d'études stratégiques de l'Afrique est une institution académique créée par le Département de la Défense des États-Unis en tant que forum objectif pour la recherche, la réalisation de programmes académiques et l'échange des idées. Les Bulletins de la sécurité africaine présentent le résultat de recherches et d'analyses qui ont pour objectif d'approfondir la compréhension dans le domaine de la sécurité en Afrique. Les opinions, conclusions et recommandations qui y sont exprimées directement ou de façon implicite sont celles des auteurs et ne reflètent pas obligatoirement celles du Centre d'études stratégiques de l'Afrique.